

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
MEDOC ATLANTIQUE**

**Siège :**

**9 Rue du Maréchal d'Ornano  
33780 SOULAC SUR MER**

**☎ 05.56.73.29.26**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 25/04/2017

Reçue en préfecture le 25/04/2017

Affiché le

ID : 033-200070720-20170413-DE13042017060-DE

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES  
DELIBERATIONS**

**SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 13 AVRIL 2017  
D13042017/060**

**PRESIDENT :**

Xavier PINTAT

**ETAIENT PRESENTS :**  
**Membres titulaires :**

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Gilles COUTREAU,  
Laurent PEYRONDET, Jean Bernard DUFOURD, Véronique CHAMBAUD,  
Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL,  
Jean Luc PIQUEMAL, Dominique FEVRIER, Pierre JACOB, Alain BOUCHON,  
Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, Barbara FRANCOIS, Daniel JAFFRELOT,  
Isabelle LAPALU, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Pascale MARZAT,  
Jérémy BOISSON, Sylvie LAVERGNE, Jean Jacques LAOUE, Bernard BESSAC,  
Evelyne MOULIN, Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG,  
Tony TRIJOLET, Alfred AUGEREAU,

**ETAIENT REPRESENTES :**

Jacques BIDLUN (pouvoir à Alfred AUGEREAU)  
Marie-Hélène GIRAL (pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)  
Anne WISNIEWSKI (pouvoir à Tony TRIJOLET)

**ETAIENT ABSENTS EXCUSES :**

Jean-Louis DUCLOU, Claudette RAUTUREAU,

**Membres suppléants remplaçant  
un membre titulaire**

**Membres suppléants :**

Geneviève CHAUSSIER

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Dominique FEVRIER  
-----

**Objet : DETERMINATION DES DUREES D'AMORTISSEMENT**

**Rapporteur : Serge LAPORTE, 3<sup>ème</sup> Vice-président**

**Vote : UNANIMITE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment l'article L 2321-2 du CGCT, sont tenus d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3.500 habitants et les groupements de communes dont la population totale est égale ou supérieure à ce seuil.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des biens et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire apparaître à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

L'instruction M14 rend obligatoire l'amortissement des biens renouvelables inscrits au budget principal et aux budgets annexes transports.

A ce titre les règles de gestion concernant les amortissements sont les suivantes :

- les biens meubles et immeubles sont amortis pour leur coût d'acquisition TTC
- le calcul des amortissements est effectué en mode linéaire sans prorata temporis à compter de l'exercice suivant l'acquisition
- tout plan d'amortissement en cours se poursuivra selon ses modalités initiales jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation, mise à disposition, réforme ou destruction)

Il est proposé de retenir les durées d'amortissement suivantes :

Envoyé en préfecture le 25/04/2017

Reçu en préfecture le 25/04/2017

Affiché le

Reçu en préfecture

ID : 033-200070720-20170413-DE13042017050-DE

Immobilisations incorporelles		Durée en année
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	2
2041**	Subventions d'équipement versées aux organismes publics	15
2042	Subvention d'équipement versée aux autres organismes de droit privé	30
2031	Frais d'études non suivies de réalisation	5
2032	Frais de recherche et de développement	5
2033	Frais d'insertion non suivies de réalisation	5
202	Frais d'études, d'élaboration, de modification, de révision des documents d'urbanisme	10
Immobilisations corporelles		Durée en année
21571	Matériel roulant – Voirie	10
21578	Autre matériel et outillage de voirie	5
2182	Matériel de transport	5
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5
2184	Mobilier	10
2188	Autres immobilisations corporelles	5
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	15
2128	Autres agencements et aménagements de terrains	15
2138	Bâtiments légers, abris	10
2152	Installation de voirie	20

Par ailleurs, l'assemblée délibérante peut fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur ou dont la consommation est très rapide s'amortissent sur 1 an. Ce seuil peut être fixé à 500 €. Pour toutes les immobilisations à partir de 500 € les durées d'amortissement ci-dessus seront appliquées.

Il est proposé au conseil communautaire :

- d'adopter à partir de l'exercice 2017 le tableau des amortissements ci-dessus fixant la durée d'amortissement par catégorie de biens et les modalités d'amortissements sus-indiquées
- de fixer le seuil unitaire des biens de faible valeur en deçà duquel l'amortissement est pratiqué sur un an à 500 €.

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- OUI l'exposé du rapporteur,
- VU l'avis favorable du bureau du 30/03/2017, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- APRÈS en avoir délibéré,

#### DECIDE

- d'adopter à partir de l'exercice 2017, le tableau des amortissements ci-dessus fixant la durée d'amortissement par catégorie de biens et les modalités d'amortissements sus-indiquées
- de fixer le seuil unitaire des biens de faible valeur en deçà duquel l'amortissement est pratiqué sur un an à 500 €.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 33

Nombre de suffrages exprimés : 36

Vote : Pour : 36 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS  
ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS  
COPIE CERTIFIEE CONFORME  
FAIT À SOULAC SUR MER, le 13 AVRIL 2017



LE PRESIDENT

*Xavier PINTAT*

Xavier PINTAT  
Sénateur de la Gironde  
Maire de Soulac-sur-Mer